



Vernier 1^{er} avril 2011

Citernes : seules les catastrophes sont mobilisatrices

Le 1^{er} février 2011, l'UDC de Vernier lançait une initiative communale « Moins de citernes, plus de sécurité ». A l'expiration du délai imparti, soit le 1^{er} avril, près de 800 signatures ont été récoltées. Un nombre insuffisant pour permettre à l'initiative d'aboutir mais largement suffisant pour signifier à nos autorités que le problème de la sécurité industrielle ne peut plus être négligé à Vernier.

Qualifier comme l'a fait le canton d' « acceptable » le risque de 450 morts est inacceptable pour l'UDC qui entend bien continuer à se battre pour que l'urbanisation du territoire ne se fasse plus au détriment de la population verniolane !

L'UDC ne peut se satisfaire de la manière dont l'Etat répond à la préoccupation légitime des citoyens. L'UDC continue à réclamer l'organisation d'une table ronde afin d'informer sur les risques et des citernes et plus largement sur ceux de l'industrialisation de Vernier.

En sa qualité de présidente de la section Vernier de l'UDC, Christina Meissner a déposé le 1^{er} avril devant le conseil municipal de Vernier une pétition reprenant le texte de l'initiative accompagnée des signatures récoltées pour démontrer l'étendue de l'inquiétude.

Le risque de catastrophe industrielle à Vernier n'a rien d'un poisson d'avril

La conscience que la sécurité est la condition *sine qua non* de la prospérité de nos sociétés humaines et du bien-être qui en découle s'est estompée. Pourtant le risque est là et l'urbanisation croissante ne fait que le renforcer.

A Mexico City, comme à Vernier aujourd'hui, la ville a rattrapé la zone de dépôts d'hydrocarbures et l'accident a fini par arriver.

En 1984, une vanne explose lors du déchargement d'un camion citerne. Cette catastrophe a été qualifiée de plus meurtrière du 20^{ème} siècle avec 500 morts, soit **50 de plus que l'estimation du risque acceptable en cas d'accident pour les citernes de Vernier !**

Selon le Conseil d'Etat, le standard de sécurité est plus élevé en Suisse

S'appuyant sur les conclusions de l'étude de risque des dépôts d'hydrocarbures de Blandonnet (Petrostock) le Conseil d'Etat répond que « **le risque est acceptable pour les populations environnantes et qu'il n'y a pas lieu de prendre des mesures supplémentaires** ».

Isabel Rochat, la conseillère d'Etat en charge de la sécurité et de l'environnement (DSPE), ne prend même pas la peine de répondre à notre demande (ni à celle de la commune de Vernier) d'organiser une table ronde d'information en présence des autorités, des habitants et des pétroliers pour rassurer, informer, discuter avec la population directement concernée.

Faut-il donc attendre qu'une catastrophe ait lieu pour sortir de la torpeur ?

Suite à la tragédie que vit aujourd'hui le Japon, un pays à la technologie au moins aussi avancée que la Suisse, la réflexion sur le risque industriel est lancée. **L'enjeu est clairement dans l'aménagement du territoire.** Les choix d'urbanisation devront intégrer la sécurité des habitants, pour éviter que le pire arrive aussi chez nous, à Vernier.

Le déplacement des citernes et un aménagement cohérent et sûr du site de Blandonnet, c'est ce que l'initiative communale de l'UDC demandait, ce que la pétition déposée aujourd'hui reprend et ce que notre parti s'engage à défendre sur l'ensemble du territoire verniolan pour le bien-être de ses habitants.

Pour toute information et mise à disposition de documents :

Christina Meissner, présidente UDC Vernier, T+41 78 821 16 69

Documents disponibles : Argumentaire et initiative communale du 1^{er} février 2011, communiqué de presse du 24 février 2011, pétition du 1^{er} avril 2011.